

Mélenchon : la reconquête d'une gauche populaire ?

J'inaugure ici une série d'articles sur les principaux candidats aux élections d'avril prochain, en m'attachant plus particulièrement à ceux dont l'opposition revendiquée à l'ordre établi mérite un commentaire distinct de celui de l'ordre général des choses, que j'ai abondamment abordé par ailleurs. Ces articles n'ont pas pour vocation de déboucher sur un appel à voter, ou ne pas voter, pour tel ou tel ; d'autres s'y emploient avec enthousiasme. Mon ambition se réduit à contribuer au décryptage des enjeux et des positionnements.

Lors de l'émission [« on n'est pas couchés » de ce samedi 28 janvier](#), Jean-Luc Mélenchon a offert une nouvelle démonstration de son bagou et de son humour. Sa personnalité présente un accord miraculeux avec la position qu'il revendique dans le champ politique – celle d'un tribun de gauche, défenseurs des classes populaires face à un establishment défenseur les privilèges. Et pourtant sa verve semble impuissante à conjurer ce qu'il présente lui-même comme l'un des principaux enjeux de cette élection, à savoir l'influence grandissante du Front National dans les milieux populaires. Plus généralement, passé la sympathie qu'il inspire, on ne peut que rester dubitatif devant l'imprécision et les contradictions de son discours.

L'autisme anti-autoritaire

La question de la « sécurité » est emblématique de cet autisme mélenchonien. Interrogé par Natacha Polony, il s'est embrouillé dans des tirades dont il ressortait qu'au final, ce seraient l'emploi et la planification écologique qui résoudraient le problème. La « gauche » ne parvient décidément pas à poser lucidement les problèmes sur ce terrain, en complète dissonance cognitive avec sa culture anti-autoritaire.

La crise sociale frappe en premier lieu les milieux populaires. Le chômage de masse et l'assistanat génèrent une culture de la débrouille sur laquelle prolifère la délinquance. Les premières victimes en sont les populations les plus vulnérables : les milieux populaires et les classes moyennes. Il est vrai que le sentiment d'insécurité est grossi par un contexte anxigène : précarité de l'emploi, incivilités multiples... plus encore que la délinquance avérée, c'est ce brouillage de l'avenir qui produit un repli légitime sur la sécurité et les biens – à commencer pour ceux qui en ont le moins.

L'emploi représente le traitement de fond, en effet. Mais outre que J. L. Mélenchon n'est guère incisif sur ce plan, il s'agit dans l'immédiat de proposer un traitement curatif d'urgence, qui ne serait que l'application à ces administrations d'un discours bien rôdé à gauche pour dénoncer l'asphyxie des services publics. La police est débordée, la justice engorgée et les prisons surpeuplées. La première mesure serait un effort budgétaire considérable et une rationalisation du système de sanctions – malheureusement inconcevable pour la petite bourgeoisie intellectuelle qui constitue l'essentiel de la base militante du Front de Gauche.

Même chose en matière scolaire. Le discours de Mélenchon, sans doute marqué par son expérience personnelle, met l'accent sur des questions essentielles, comme la revalorisation de l'enseignement professionnel. Mais le candidat est incapable de se prononcer pour un recadrage d'ensemble de la

scolarité qui passe par la réhabilitation de « gros mots » comme sanction, discipline, sélection... seuls pourtant à même de stabiliser le cadre de socialisation des enfants des classes populaires et de rétablir une véritable promotion par l'école, brisée par le libéral-pédagogisme qui suit comme son ombre le progrès du néolibéralisme.

Même constat encore en matière d'immigration. Quel est le flux migratoire souhaitable, en fonction de la démographie du pays, de l'état du marché du travail, des capacités d'accueil en matière de logement et d'éducation ? L'immigration clandestine massive depuis 30 ans est la négation même du choix politique ; il s'agit en l'occurrence d'un puissant instrument de dérégulation du marché du travail et d'installation du chômage de masse, ce qui explique sans doute la tolérance dont elle fait l'objet.

J.L. Mélenchon défend la régularisation des clandestins, et surtout ne propose aucune politique des flux migratoires - sans que les conséquences de ce choix ne soient jamais interrogées. La seule politique concevable pour lui est le laissez-faire. Or régulariser par principe revient à accepter la violation de la loi, et préparer l'arrivée de nouveaux flux de clandestins. À moins de supprimer tout contrôle légal de l'immigration, la régularisation revient à pérenniser l'existence d'un volant de main d'œuvre en situation irrégulière, corvéable à merci et sapant les droits des salariés légaux. Comme Mélenchon ne revendique pas non plus l'ouverture totale aux flux migratoires, sa position sur la clandestinité est insoutenable et interprétée à juste titre comme un renoncement face à la destruction du droit du travail.

Le FN s'en trouve une fois de plus conforté dans sa stratégie d'amalgame de l'immigration clandestine avec la population d'origine immigrée. Or c'est bien là que le péril représenté par le FN est le plus sensible : en orientant le ressentiment des salariés vers les « étrangers », voire par extension les « personnes d'origine étrangère », il prépare la réponse à la crise la plus classique et la plus ravageuse qui soit : la lutte pour l'emploi, le poste, le logement... du voisin. La question de l'emploi se dépolitise et la plupart échappe – ou croit échapper – à la dégradation d'ensemble des conditions en reportant le fléau sur une minorité. Combattre sérieusement le FN serait montrer qu'on peut combattre le travail clandestin et la petite délinquance par l'application des politiques rigoureuses de sécurité publique, de contrôle du droit du travail et des gestion de l'immigration, sans stigmatiser telle ou telle partie de la population française.

La question de l'euro

Audrey Pulvar et Natacha Polony déclenchèrent une rhétorique analogue quand elles soulignèrent que le programme du Front de Gauche serait immanquablement bloqué par les traités européens et l'hostilité des autres pays. Mélenchon évoqua les soutiens que trouveraient ces idées en Allemagne, l'influence de la France « 2^e économie » de la zone euro, etc. Ces arguments ne répondaient nullement à la question, qui est la question clé de la crédibilité d'un pouvoir politique. Quelle confiance accorder à un candidat incapable de s'engager sur l'application de son programme, conditionné par l'acceptation de la BCE et des dirigeants allemands ? Une réponse eut été la « désobéissance », la France passant outre les contraintes institutionnelles et appliquant sa politique, à charge des autres pays de négocier ou de prendre la responsabilité de l'éclatement de la zone euro. Cet argument était généralement avancé par le Parti de Gauche, mais il n'a pas été mobilisé lors de cette émission, et semble de facto sorti de l'argumentaire du candidat. Or c'est l'ensemble des propositions du front de Gauche qui supposeraient la rupture avec les traités. Les augmentations de salaires augmenteraient

mécaniquement le déficit extérieur¹, les mesures d'imposition du capital en provoqueraient immédiatement la fuite, la dépense publique serait asphyxiée par les taux d'intérêt prohibitifs, les mesures protectionnistes ne seraient applicables qu'en rupture des traités, etc. Toute l'architecture de l'Union Européenne est précisément conçue pour interdire la mise en œuvre d'une politique nationale de redressement économique.

La question est évidemment décisive : c'est là-dessus que s'est fracassée « la gauche » après 1982 : face au risque d'éclatement du Système Monétaire Européen, F. Mitterrand choisit de sacrifier l'emploi à l'Europe. Le « plan de rigueur » de Jacques Delors en 1982 est la matrice du néolibéralisme en France, et de la rupture définitive de la classe ouvrière et de la « gauche » française.

Or dans cette même émission Mélenchon reprit un discours absurde sur une volonté américaine de détruire l'euro qui menacerait la suprématie du dollar. Privé de toute argumentation rationnelle pour défendre l'euro, Mélenchon se réfugie derrière une théorie du complot contraire à toutes les données observables : les États-Unis ont toujours défendu la « construction européenne » ; ils ont été les premiers à pousser à l'intégration des pays de l'est et de la Turquie dans l'Union Européenne. Et de toute façon la « crise de l'euro » s'explique à suffisance par les contradictions de l'Union Monétaire et l'acharnement dépressionniste de la BCE.

La confusion ne relève donc pas de l'imprécision : J. L. Mélenchon souhaite sauver l'euro, dont il ne critique que la gestion par la BCE, sans vouloir admettre que c'est toute sa conception qui véhicule les politiques néolibérales, en mettant en concurrence les systèmes fiscaux et sociaux, en privant les pays dominés des moyens d'appliquer les politiques économiques spécifiques que requiert leur situation. Cet attachement à l'euro discrédite l'ensemble de son discours, qui s'en réduit à une litanie de vœux pieux adressés aux dirigeants européens.

L'enracinement du Front National

Concernant l'influence croissante du Front National, son analyse est logiquement restée embarrassée, car comment admettre que c'est sur ses propres faiblesses que prospère ce parti ? Le FN témoignerait d'une radicalisation des « ouvriers de droite », une minorité qui existait déjà auparavant. L'argument n'est guère recevable, « droite » et « gauche » n'étant pas des essences immuables : la réalité c'est que l'ancienne classe ouvrière a été ravagée par la crise des années 70-80, et que parmi les nouveaux ouvriers peu se reconnaissent dans le discours du Front de Gauche. Le discours du FN tranche vigoureusement avec celui de la droite traditionnelle ; il faut beaucoup d'aveuglement pour ne pas constater que le discours quasi-« révolutionnaire » de Marine Le Pen ne s'adresse pas au même public.

Une analyse lucide commencerait par s'interroger sur l'effondrement de la gauche en milieu populaire. Jean-Luc Mélenchon incrimine à juste titre le ralliement du PS aux politiques néolibérales, mais devrait s'interroger sur les raisons de sa faible crédibilité à inverser la tendance – ainsi que de l'impuissance du parti Communiste et de l'extrême-gauche ces 30 dernières années. La première de ces raisons est sans doute que le rappel obsessionnel à des valeurs anti-autoritaires est à la fois décalé

¹ Politiques au demeurant un tantinet démagogiques : est-il sérieux de proposer un SMIC net à 1700 euros dans cinq ans, soit 9,6% d'augmentation moyenne par an, hors-inflation suppose-t-on ? Ou de prétendre rétablir le système de retraites exclusivement par des prélèvements sur les revenus du capital ? Renouer avec une croissance de 2 ou 3% des salaires réels serait déjà remarquable, et les retraites devront forcément réduire la part de la valeur ajoutée distribuable en salaire direct, quel que soit le mode de prélèvement... Ces approximations ne peuvent que renforcer l'impression que ce programme n'a aucune vocation à être appliqué...

par rapport au sentiment populaire et dépourvu d'un programme cohérent. Le discours de Mélenchon n'est crédible que comme radicalisation du « programme » socialiste, c'est-à-dire comme projet d'une correction à la marge de politiques à juste titre ressenties comme profondément antipopulaires. Du coup, c'est bien Marine Le Pen qui paraît le plus en phase avec le ressentiment des milieux populaires et, plus grave, modèle peu à peu leur « conscience politique ».

Il serait pourtant réducteur de conclure cette critique sans remarquer que Mélenchon est porté par un mouvement général de radicalisation. Sa concrétisation électorale libèrerait sans doute les énergies et les esprits, très au-delà des stratégies de force d'appoint des dirigeants du Front de Gauche. Malgré des limites évidentes, la percée de Mélenchon, si elle se confirme, marquerait sans doute une étape dans la maturation d'une gauche radicale.

Mais en attendant : « Le bruit et la fureur », certes, mais surtout l'impuissance...